



© Thomas Louapre - Divergence

Expressions

Numéro 108 - juin 2023 - 1 euro

Solidaires

Journal de l'Union syndicale Solidaires

Pour contacter :
le secrétariat national
contact@solidaires.org

l'équipe de communication
journal@solidaires.org

Plus d'informations :
solidaires.org

À propos de la UNE: Depuis le 19 janvier, ce sont des millions de personnes qui se sont mobilisées, lors de treize journées de manifestations historiques pour exprimer leur refus de la réforme des retraites face à l'entêtement du Gouvernement.

les informations générales :

La petite boîte à outils sur les conditions de travail
la-petite-boite-a-outils.org

La liste et les contacts des syndicats
solidaires.org/les-structures-de-branche

La liste et les contacts des Solidaires locaux
solidaires.org/les-solidaires-locaux



Et voir sur le site :

Expressions Solidaires sur
[solidaires.org/sinformer-et-agir/
les-journaux-et-bulletins/
expressions-solidaires/](http://solidaires.org/sinformer-et-agir/les-journaux-et-bulletins/expressions-solidaires/)

Journal de lutte de l'Union syndicale Solidaires, à lire, à partager, à coller!

Des brèves, des articles, des analyses et des superbes affichettes à enlever et à afficher!

Journal trimestriel édité par l'Union syndicale Solidaires

Rédaction : 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 PARIS

Directrice de publication : **Murielle Guilbert**

Coordination générale du numéro : **Julie Ferrua**

Coordination graphique : **Anaïs Enjalbert**

Comité de rédaction : **Anouk Colombani et Mathieu Borie**

Coordination de la communication : **Simon Duteil**

Graphisme : **Atelier du bonjour**

Imprimerie : **Rotographie, Montreuil-sous-Bois (93) - imprim'vert**

N°CPPAP : 1 023 S 05397

Dépôt légal : à parution

ILS ONT

Bien sûr nous n'avons pas encore gagné le retrait de cette réforme des retraites injuste, brutale, injustifiée. Pour autant avons-nous perdu ? Peut-être pas quand on voit la façon dont la mobilisation qui a été d'une ampleur inégalée depuis



DÉJÀ PERDU !!!

des décennies a imposé la question du partage des richesses. L'unité a été un maillon indispensable. Le syndicalisme, dans toutes ses différences de positions et de pratiques, a su faire front commun. Pour autant le rapport de force

n'a pas été suffisant pour faire plier le gouvernement et le patronat, en particulier en mars quand nous avons poussé pour la grève reconductible et la multiplications des actions de blocage. Nous tirerons les bilans pour améliorer nos outils de lutte

et les développer, notamment nos unions locales où vit l'interpro du quotidien. Mais nous ne sommes pas à terre : nous sentons le vent des luttes qui se lève, héritage de notre mobilisation.

À nous de le cultiver.



GRÈVE HISTORIQUE des transports urbains à Toulouse!

Ça bouge à Toulouse! Plus de 2/3 des salarié·es des transports urbains en commun Tisséo ont fait grève durant 3 jours. Ils répondaient ainsi à l'attaque de la direction de Tisséo qui souhaite remettre en cause la clause de sauvegarde, acquis local important qui permet de réajuster les salaires en fonction de l'inflation sur l'année passée. Non seulement les salarié·es ont organisé des grèves massives et historiques, mais ils exigent en plus la gratuité des transports. Ce n'est ni aux salarié·es, ni aux usager·es de payer l'inflation! Face au refus de négocier de la direction, l'intersyndicale unie SUD TU, CGT, FNCR et CFTD, a décidé de frapper plus fort, en annonçant quatre jours de grève consécutifs : les 30 et 31 mai, 1^{er} et 2 juin. La suite au prochain numéro!

PERMANENCES FISCALES pour les travailleur·ses sans-papiers

Pour la 2^e année en Loire-Atlantique (44), des permanences fiscales pour les travailleuses et travailleurs sans-papier·es ont été organisées (présence de Solidaires Finances Publiques, de SUD Éducation, de Solidaires CCRF & SCL, SUD PTT excusé). Une 50aine de dossiers ont été traités. Ces permanences, en lien avec le Gasprom (une association de solidarité avec les immigré·es), deviennent connues. De bonnes relations ont été établies avec le Gasprom et des permanences fiscales devraient également avoir lieu sur St-Nazaire en 2024. Signalons aussi que 3 personnes ont obtenu des régularisations. Dans la lutte contre le racisme, il est plus que jamais nécessaire de faire connaître et valoir les droits de toutes les personnes vivant sur le territoire français.

Par ailleurs, le prud'homme a reconnu la recevabilité de l'usage d'un témoignage de l'inspection du travail fondé sur des enregistrements audio faits par Jamila, ce qui pourrait changer la donne en matière d'enregistrements audios aux prud'hommes. Rendez-vous dès juin pour le procès pénal! Victoire contre le rectorat Hélène Careil, enseignante à Bobigny, fait partie de ses nombreux·ses enseignant·es touché·es par une mutation « dans l'intérêt du service », manière administrative de s'en prendre aux activités syndicales. Mutée dans le courant de l'année 2021, Hélène a gagné en avril 2023 contre le rectorat de Créteil. C'est ainsi un désaveu cinglant de la politique brutale, répressive et injuste menée par les représentant·es du ministère de l'Éducation nationale. Saluons le courage et la ténacité de celles et ceux qui se battent pour faire valoir leur droit, et le droit de tous·tes!

comme une « vraie maladie » et une prise en compte de ces éléments dans l'organisation du service. La direction a d'abord conseillé de demander aux usager·es s'il était possible d'user de leurs toilettes. Par-delà les réponses farfelues, on attend maintenant des actes pour le respect des postiers et postières!

Travail de nuit: NUIT à la santé

Ce fut une longue procédure, mais une infirmière de Moselle est parvenue à faire reconnaître le lien entre ses 28 ans de travail de nuit et son cancer du sein, ouvrant la reconnaissance du caractère de maladie professionnelle de son cancer. C'est une victoire juridique utile aux nombreuses travailleuses aux conditions de travail dégradées. Cette décision doit pouvoir faire jurisprudence et aider à la reconnaissance d'autres cas. Le travail ne devrait pas nuire à notre santé!

BNF recrutement direct

Pendant des mois au cours de l'année 2022, le personnel de la Bibliothèque Nationale de France en grève et l'intersyndicale CGT-FSU-SUD Culture BnF ont exigé, à côté d'autres revendications, l'organisation le plus rapidement possible d'un recrutement direct de magasinier·ères titulaires à la BnF, pour combler tous les postes perdus dans cette catégorie depuis une dizaine d'années. Après avoir affiché son refus pendant toute l'année 2022, la direction a finalement changé d'avis en annonçant qu'elle va organiser un recrutement direct de magasinier·ères en 2023, donnant ainsi raison de fait à la grève. Le recrutement direct de magasinier·ères en 2023 est une première victoire de la lutte menée en 2022. Nous allons nous assurer qu'il soit le plus intéressant possible pour les agent·es précaires de la BnF et pour créer le plus de postes possibles. Mais il faut continuer à nous mobiliser pour cela et pour créer encore plus d'emplois stables à la BnF. vu.fr/jLic

BRÈVES DE COMBAT

K-O DEBOUT!

Après un an et demi de combat, Jamila A. a remporté son prud'homme contre le Studio théâtre de Stains (93) pour discrimination liée à sa grossesse et harcèlement moral. Est ainsi consacrée la combativité de Jamila, qui n'a rien lâché face aux insultes de ses ex-employeurs – alliée au travail de Solidaires 93 et Sud Culture ainsi qu'une victoire importante pour toutes les femmes : non, on ne peut pas licencier une comédienne parce qu'elle est enceinte! Non, on ne peut pas pousser à bout une salariée pour la faire partir!

PAS DE PIPI à la Distri

À La Poste, les facteurs et les factrices travaillent en moyenne 6h en extérieur. À Montargis (dans le Loiret), un seul WC est dédié pour chaque tournée. À croire que les facteur·rices ont des supers vessies! Sans parler des moments particuliers comme les règles ou la grossesse pour les femmes, ou encore les souffrances liées à l'endométriose ou à des maladies urinaires... C'est pourquoi SUD PTT 45 a interpellé la direction pour revendiquer des WC accessibles facilement pour tous·tes, et propres au passage, mais aussi la mise en place d'un congé menstruel, la reconnaissance au travail de l'endométriose

JUSTE AMBULANCIÈR·ES!

Victoire dirons-nous! Oui, les ambulancier·es (puisque c'est ainsi qu'il faut les nommer), ont obtenu une victoire dans leur bataille pour faire reconnaître leur métier et leur compétence au sein de la filière soignante après plusieurs années de luttes! Victoire, mais il y a encore du travail, car le ministère n'entend pas les revaloriser et les faire évoluer en catégorie B. Victoire mais en échange de la reconnaissance soignante, le ministère pourrait exiger de nouveaux permis, dont celui de transport en commun! D'ici à ce que maintenant on achète des bus pour transférer des patient·es... Est-ce en vu des prochaines épidémies et éviter de transformer des TGV en véhicule de transport inter-hôpital? Imaginez, si la direction du CHU de Tours s'empare de l'idée, il va falloir demander au maire de Tours de prévoir des couloirs de bus entre Bretonneau et Trousseau, en plus de la seconde ligne de tramway!



Contre la réforme des retraites avec **Solidaires 72** (Sarthe)

On l'a largement observé, le mouvement des retraites s'ancre partout dans nos territoires. C'est ainsi que les adhérent-es de Solidaires ont pu découvrir la dynamique Union départementale de la Sarthe (oui Solidaires 72), en particulier grâce à son bulletin de grève, envoyé régulièrement.

Avec ses 350 adhérent-es, de 8 secteurs différents, l'Union départementale de la Sarthe, fondée il y a plus de 15 ans, connaît un nouveau souffle, et sa participation au mouvement contre les retraites y contribue largement. Elle a ainsi intégré l'intersyndicale départementale, et ce malgré l'absence de déchargé-es, et s'est fait une place dans la grève, sur Le Mans en particulier. Sur la ville, c'est plus de 10 000 personnes qui ont manifesté sur les pics du mouvement, un événement pour la ville.

Participation à des tractages, filtrages mais aussi blocages, les militant-es ont été partout. Ils ont ainsi empêché plusieurs jours – jour et nuit – l'approvisionnement de l'hypermarché Carrefour, situé sur la zone du Monné. Le 16 mars, c'est un incroyable échafaud surmonté d'un 49-3, qui a pris feu sur la place des Jacobins, symbolisant l'opposition à l'usage

de cet article de la Constitution. Le 24 avril, des casseroles accueillent le ministre de l'Injustice Dupont-Moretti.

L'UD a su mettre en place des éléments pour se rendre visible : via son barnum tenu tout le long des manifestations (qui partent et arrivent de la place des Jacobins) où venaient se restaurer les militant-es de tout bord. Le ballon rose de Solidaires – tenu grâce à une savante installation sur la scénic d'un camarade de Sud Rail – a aussi fait des émules, plusieurs syndicats sarthois ayant désormais le leur.

Dernière création : une chorale abreuvée en chansons grâce aux goguettes écrites maison d'un camarade Sud Educ. Celle-ci a pu s'illustrer au micro intersyndical du 1^{er} mai. On a hâte d'en découvrir le recueil !

Pour rejoindre Solidaires 72 :
g10solidaires72@wanadoo.fr
Tel : 07 66 73 91 45

DETTE, IMPÔT, DÉPENSES PUBLIQUES, COÛT DU TRAVAIL : FACE À L'OFFENSIVE NÉOLIBÉRALE, QUE FAIRE ?

À l'image de sa réforme inutile et injuste des retraites, le gouvernement veut s'engager dans une baisse des dépenses publiques à marche forcée. Il martèle qu'il n'y a pas d'autre solution que réduire les impôts et les dépenses publiques. Or, les enjeux sociaux et écologiques nécessitent une véritable transformation à rebours des politiques néolibérales. Pour y faire face, des financements suffisants sont nécessaires. Ils nécessitent de sortir de la logique d'accumulation capitaliste et des impasses anti-sociales et destructrices de l'écologie. C'est à cette condition qu'une véritable justice fiscale, sociale et écologique est possible.

L'épouvantail de la dette publique

Déficits, dette: de quoi parle-t-on ?

Le discours culpabilisateur néolibéral est bien rodé : depuis 1974, le budget de la France est déficitaire, nous vivons au-dessus de nos moyens, la dette publique est trop élevée, elle pèsera sur nos enfants, la charge de la dette nous paralyse et pèse sur le budget, etc. Pour relancer l'activité économique, il faut réduire drastiquement les dépenses publiques sans pour autant augmenter les impôts.

Commençons par définir les termes. Déficit et dette publics sont deux notions distinctes qu'il ne faut pas confondre. Le déficit public correspond à un solde annuel négatif du budget des administrations publiques, les dépenses étant supérieures aux ressources. Un déficit est donc annuel alors qu'une dette est une accumulation de déficits sur plusieurs années. Le déficit est un flux et la dette est un stock.

Plusieurs raisons expliquent la hausse de la dette publique. **Les investissements publics en expliquent évidemment une partie.** Ils sont liés à de nombreux facteurs : besoins en matière de transport ou de communication, impact de la démographie qui se traduit par un besoin en investissement dans l'éducation, la dépendance perte d'autonomie, etc.

La succession de différentes crises en expliquent une bonne part. Il en va ainsi des crises pétrolières des années 1970 et du début des années 1980, la crise immobilière du début des années 1990, la crise boursière du début des années 2000, la crise des subprimes de 2008-2009, la crise du Covid en 2020 et récemment la guerre en Ukraine.

La dépendance aux marchés financiers constitue une autre explication : à la fin des années 1980 et dans les années 1990, le niveau élevé des taux d'intérêt a alimenté la dette publique.

La baisse de certains impôts (notamment les impôts des plus riches et des entreprises) intervenue depuis une vingtaine d'années a plombé les recettes sans pour autant « ruisseler » sur l'économie.



Des solutions, il y en a !

La question de la dette publique ne doit pas être instrumentalisée et nuire à la prise en charge des besoins. La priorité absolue c'est un véritable partage des richesses et d'éviter l'austérité dont les dégâts humains, écologiques et économiques sont connus. La dette publique n'est pas mauvaise en soi : il est légitime de financer les investissements publics par du déficit public. Dans la période, le besoin en investissements, dans la transition énergétique est crucial.

C'est pourquoi, il faut **que les banques centrales contribuent à financer la dette publique, pour la réguler et qu'elle ne soit pas totalement dans les mains des marchés financiers ;**

— **une véritable réforme fiscale qui permettrait d'éviter que la baisse des recettes ne soit de facto payée sous forme de politique d'austérité par la population.**

Par ailleurs, **que la banque centrale européenne (BCE) annule la part de la dette publique qu'elle détient ;**

— **que la BCE et les banques centrales nationales puissent financer directement**

les déficits publics par création monétaire. Elles doivent pouvoir le faire à partir d'objectifs économiques, sociaux et écologiques.

Y a-t-il trop d'impôts ou pas assez de justice fiscale ?

Face à un discours trompeur, une véritable pédagogie s'impose

Invoquant la nécessité d'être plus compétitif, le discours néolibéral martèle qu'il faut baisser les impôts ? Selon lui : une baisse des impôts permettrait de dégager des marges de manœuvre pour les entreprises, les investisseurs et les ménages, ce qui relancerait l'activité économique et ferait baisser le chômage. Toujours selon lui, la priorité est de baisser les impôts des grandes entreprises et des riches, puisque ce serait eux les agents économiques qui peuvent le mieux relancer l'économie.

Ce discours est particulièrement trompeur puisqu'il n'évoque pas les conséquences d'une baisse des prélèvements obligatoires. Les baisser suppose inévitablement de ne plus assurer la même couverture en matière de services publics (voire d'en privatiser) et de protection sociale. Dans les pays où le taux de prélèvements obligatoires est inférieur à celui de la France, les services publics sont en effet moins développés, ce que prend charge la Sécurité sociale en France y est gérée par des organismes privés, comme les fonds de pension pour les retraites ou les assurances santé privées. Dans ces pays, pour avoir la même contre-partie qu'en France, il faut alors payer des cotisations « privées ». Mais ces systèmes privés sont plus et inégaux puisque les meilleures couvertures sont aussi les plus chères.

Or, le système fiscal et de prélèvements, les services publics et la redistribution opérée par la protection sociale réduisent considérablement les inégalités et le taux de pauvreté en France. Sans cela, le taux de pauvreté de 14,6% en 2019, aurait atteint 22,2%.

Une réforme fiscale pour un meilleur partage des richesses !

Les réformes fiscales de ces dernières années ont plombé les recettes publiques, nourri les inégalités puisqu'elles ont été principalement ciblées sur les plus riches et dégradé le consentement à l'impôt. En effet,

la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés, l'instauration du prélèvement forfaitaire unique (PFU) et la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) ont boosté les distributions de dividendes et les profits de quelques-uns. Il est donc urgent de : **venir sur ces réformes ;**

— **procéder à une revue des niches, fiscales et sociales, dont le coût global avoisine les 200 milliards d'euros afin de supprimer les moins efficaces et les plus injustes ;**
— **mettre en place un rééquilibrage pour rehausser les impôts directs et renforcer la progressivité du système fiscal. Cela passe par un élargissement des assiettes permis par la revue des niches, par une revalorisation de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur le revenu et des impôts patrimoniaux (avec, pour ces deux derniers, un renforcement de leur progressivité).**

Mais cette réforme fiscale doit aussi se penser au niveau international avec par exemple : **une taxation unitaire qui permettrait de neutraliser une grande partie des schémas d'évasion fiscale ;**

— **une taxe sur l'ensemble des transactions financières. Dans ce cadre, une fiscalité écologique relevant la taxation du carbone pourrait être instaurée car juste.**

Face à une fraude fiscale d'ampleur (au moins 80 milliards d'euros en France par an), il faut un renforcement de l'ensemble des moyens humains (l'administration fiscale doit retrouver les 3 000 à 4 000 emplois supprimés dans les services de contrôle fiscal), juridiques (une liste noire des paradis fiscaux élargie avec la possibilité de mettre en œuvre des dispositifs « anti-abus » efficaces) et matériels. Il en va de même au niveau international avec le renforcement de la coopération ou encore l'instauration d'un cadastre financier européen voire mondial par exemple.

Défendre les dépenses publiques, donc les services publics et la protection sociale

Sortir des malentendus...

Les néolibéraux n'évoquent l'action publique que sous l'angle de la dépense. L'État dépenserait trop, la sécurité sociale coûterait des milliards, etc. Cette dépense publique nuirait à l'économie.

Il faut le répéter, encore et toujours : en réalité, l'écart dans les niveaux de prélèvements obligatoires et de dépenses publiques entre les différents pays s'explique par l'importance des dépenses sociales publiques et des services publics que l'on souhaite.

La dépense publique est un facteur de l'amélioration des conditions de vie des populations. Elle finance des services publics qui



respectent des principes d'égalité de traitement et d'accessibilité au bénéfice de toute la population. Un meilleur financement, qui serait permis grâce à une réforme fiscale juste, permettrait de renforcer le rôle des dépenses publiques pour développer des services publics de proximité, accessible au plus grand nombre, et une protection sociale de haut niveau.

Le travail coûte-t-il trop cher ?

Réduire les « charges », l'obsession néolibérale

En matière de « coût du travail », l'idéologie néolibérale met l'accent sur le coût, autrement dit la rémunération, du travail et sur la partie socialisée des revenus et des salaires (les cotisations), laquelle finance le système de Sécurité sociale. Solidaires conteste cette vision libérale qui présente les cotisations sociales comme des charges sociales alourdissant le coût du travail.

Si ces allègements de cotisations sociales procèdent de la volonté des gouvernements successifs de baisser le « coût du travail » pour, du moins officiellement, favoriser la création d'emplois, le bilan de cette politique fait par le Comité de suivi des aides publiques aux entreprises et engagements, rattaché lui aussi à France Stratégie en dresse un constat sévère.

Ces dispositifs présentent en outre des effets pervers puisqu'ils incitent des employeurs à maintenir les salaires en dessous des seuils d'exonération, ce qui crée des trappes à bas salaires, maintient les inégalités et alimente la précarité. Précisons enfin que le coût de ces allègements (que l'on peut nommer « niches sociales ») n'a cessé de croître : il aurait quasi doublé depuis 2013 pour atteindre plus de 90 milliards selon la Cour des comptes. En s'attaquant au « coût du travail », les néolibéraux tentent

de faire coup double : s'appropriant une plus grande part de la valeur ajoutée et appauvrissant le système de Sécurité sociale pour accroître les parts de marché du secteur privé.

Rétablir le salaire socialisé des salarié·es

La priorité est de rappeler l'évidence : c'est le travail qui crée la richesse, il est donc une richesse dont la rémunération est pleinement justifiée. La part des salaires dans la valeur ajoutée doit progresser, par la liquidation des « niches sociales, comme préconisé ci-dessus, l'augmentation des cotisations sociales patronales, et par une revalorisation des salaires, en priorité des plus bas salaires. Un écart maximum des salaires et de l'ensemble des revenus doit être prévu (pour Solidaires de 1 à 5) », la progressivité de l'impôt sur le revenu que nous préconisons pouvant l'assurer en dernier ressort. Si la question de la rémunération du travail ne concerne pas seulement celle des allègements de cotisations sociales, ceux-ci sont au cœur des politiques néolibérales. Ils doivent être supprimés. Pour Solidaires, les cotisations sociales (part employeur comme part salarié·e) font partie intégrante de la rémunération des travailleur·euses. S'agissant de la rémunération du travail, ces cotisations appartiennent aux salarié·es et ne sauraient être allégées ou exonérées. Elles sont le salaire socialisé des travailleur·euses.

Telles seraient les mesures les plus adaptées pour assurer un « partage de la valeur », loin de ce que préconise le gouvernement en voulant étendre les mécanismes liés au partage du profit qui ne correspondent nullement aux enjeux et aux attentes des salarié·es.

L'Union syndicale Solidaires continue son implantation et son développement dans de nombreux secteurs et de nombreuses entreprises! Tour d'horizon de quelques-unes de nos nouvelles sections syndicales et de résultats à de récentes élections professionnelles :



Dans le Loiret, Solidaires s'implante aux Résidences de l'Orléanais, le plus gros bailleur social du département, y recueillant 100 % des voix au premier tour et l'ensemble des 12 élu·es!



Dans la Culture, Sud Culture Solidaires réalise de très bons résultats à l'Institut Français (156 salarié·es) où nous réalisons 100 % des voix et obtenons 18 élu·es, au Théâtre National de Strasbourg (133 salarié·es), là encore ce sont 100% des voix pour Sud Culture Solidaires et 14 élu·es. Mais aussi chez Eveha (archéologie, 353 salarié·es), 57% des voix pour Sud Culture Solidaires qui permettent d'obtenir 13 élu·es. Chez Hachette Livre Distribution (917 salarié·es), 25% pour Sud Culture Solidaires (2^e OS), 7 élu·es. A l'Institut du Monde Arabe, (175 salarié·es), 28% pour Sud Culture Solidaires (2^e OS), 5 élu·es. A la Réunion des Monuments Nationaux (959 salarié·es) Sud Culture Solidaires rate de peu la représentativité avec 9% mais obtient 2 élu·es.



Dans le secteur associatif, Solidaires poursuit son important développement avec de nombreuses créations de sections syndicales ASSO-Solidaires ces derniers mois au Secours Populaire Paris, à Emmaüs International, Place au Vélo (Nantes), La Maison du Vélo (Toulouse), l'Union Nationale pour l'Habitat des Jeunes, l'EPAL, la Ligue de l'enseignement Paris...

Ces dernières semaines, le syndicat ASSO-Solidaires a obtenu des élu·es CSE dans les associations suivantes :

- Secours Populaire Paris (1 titulaire et 1 suppléante)
- Scouts et Guide de France (3 titulaires et 4 suppléant·es)
- La Cimade (6 titulaires et 6 suppléants)



Chez les étudiants, Solidaires étudiant·es, syndicats de luttes, a accueilli 6 nouveaux syndicats à son conseil fédéral de mars 2023. C'est-à-dire la création de sections à Bourges, Paris Saclay, Menton, Chambéry, Saint-Étienne et Besançon. Au vu de la répression des milieux étudiants, mais aussi de la précarité subie par les jeunes générations, on ne peut que se réjouir de cette combattivité organisée!



Dans l'industrie, SUD devient le premier syndicat à la Hague chez **Orano recyclage**, entreprise spécialisée dans la gestion des combustibles usés provenant des réacteurs nucléaires, avec 33,93% des voix (soit 11 délégués pour 775 votants) et obtient également la représentativité nationale. Dans le secteur automobile, les syndicats SUD enregistrent de belles progressions dans le groupe Renault (17,57% chez SOVAB, devenant le troisième syndicat sur cette usine d'utilitaires Renault employant plus de 3000 salariés, 7,9% sur l'établissement de Ruitz Renault Electricity pour une première implantation...) mais aussi dans le groupe PSA/Stellantis. Pour sa première

élection, SUD industrie Stellantis Poissy réalise en effet le score de 21,2% sur le premier collège et obtient ainsi la représentativité sur l'établissement (16,4%) ainsi que plusieurs délégués CSE.



Naissance d'un syndicat agricole, saluons par ailleurs, dans le Tarn, la naissance d'un syndicat agricole, grande nouveauté pour Solidaires. Celui-ci rassemble les salarié·es, les cotisant·es solidaires, et les exploitant·es agricoles (qui emploient moins d'1/2 temps plein par an) de l'agriculture, de la sylviculture et des espaces verts. Le nouveau affiche s'inscrire «*dans une tradition syndicaliste mêlant évidemment la lutte pour l'amélioration des conditions d'aujourd'hui mais aussi la lutte pour un projet de société d'émancipation anticapitaliste sans salariat ni patronat*». Bienvenue à eux et à elles!



Et les privé·es d'emploi?

À noter : actuellement, un débat qui s'ouvre au niveau national sur la syndicalisation des personnes en situation de chômage et des précaires. Les unions départementales sentent l'effet de plus en plus sollicitées par des chômeurs et chômeuses qui souhaitent avoir une activité syndicale. Faut-il créer des structures en propre? Syndiquer au sein des structures du secteur d'activité précédant la période de chômage? Simplement rattacher aux UD? La question est ouverte. Solidaires organise une grande journée le 26 septembre pour avancer sur tous ces enjeux!

Éclosion d'un nouveau syndicat local :



SUD AGRICULTURE TARN

Débouillage syndical ! Telle une carotte dans le champs...

En ce printemps 2023, un syndicat de travailleur-euses du secteur agricole, affilié à la fédération Solidaires, s'est créé dans le Tarn.

Parce que la pénibilité, physique et mentale, concerne une proportion importante des travailleur.euses agricoles, qui subissent de plein fouet le changement climatique. Parce que les produits chimiques utilisés et rencontrés dans les parcelles agricoles ont depuis longtemps prouvés leur toxicité. Parce que l'astreinte des travailleur-euses est souvent importante et ne permet pas de bonnes conditions de repos. Parce qu'il est important de dénoncer le décalage systématique des heures dépassant les 35 h vers le mois suivant plutôt que de les payer en heures supplémentaires. Parce que les rémunérations de ces travailleur-euses sont largement insuffisantes par rapport à la production issue de leur travail. Parce qu'il existe encore un contrat à durée déterminée d'une précarité incroyable : le CDD saisonnier pour lequel aucune indemnité de précarité à la fin du contrat n'est versée. Parce qu'il devient fortement indécent d'exonérer les charges patronales, des petites comme des grosses exploitations agricoles, sur les salaires au SMIC. Parce que la production agricole sera avec peu de doutes une production non délocalisable et qu'il faut et faudra donc prendre en considération les problématiques

qui l'accompagnent. Parce que les salarié-es et nombre d'exploitant-es agricoles partagent certaines de ces problématiques. Parce que le travail avec du vivant et donc le travail agricole reste une activité donnant souvent du plaisir et de la fierté. Parce que le racisme et le sexisme se portent toujours bien sous serres, en plein champ et dans les vignes. Parce que, dans les faits ou bien souvent, seuls les exploitant-es agricoles sont représenté-es syndicalement et pris en compte en France.

Pour toutes ces raisons non exhaustives, nous sommes quelques-un-es à penser qu'il est important de regrouper les travailleur-euses (salarié-es et petit-es exploitant-es) qui le souhaitent afin d'améliorer les conditions de vie du secteur agricole.

Qui peut se syndiquer à Sud Agri Tarn ?

Nous accueillons les salarié-es, les cotisant-es solidaires, et les exploitant-es agricoles (qui emploient moins d'1/2 temps plein par an) de l'agriculture, de la sylviculture et des espaces verts.

Nous accueillons plus largement toute personne voulant comme nous améliorer les conditions de vie des travailleur-euses de la terre, mais aussi pour améliorer les pratiques agricoles afin de produire une nourriture saine pour nous et pour le vivant qui nous entoure.

En s'affiliant à Solidaires, nous nous inscrivons dans une tradition syndicaliste mêlant évidemment la lutte pour l'amélioration des conditions d'aujourd'hui mais aussi la lutte pour un projet de société d'émancipation anticapitaliste sans salariat ni patronat.



CONDITIONS DE TRAVAIL

La commission conditions de travail a réalisé il y a quelques mois un guide intitulé « *L'amiante, un cancérigène sans seuil. Une lutte d'aujourd'hui* ».

Des obligations en lien avec l'amiante à que faire en cas de suspicion d'amiante dans des locaux professionnels en passant par la traçabilité des expositions et le suivi des personnels exposés, tout y est présenté afin de permettre une première prise en charge de la problématique. Pour rappel, l'amiante dont la production est interdite depuis 1997 est aujourd'hui encore largement présente dans les établissements scolaires mais également dans le Rail par exemple.

Cette brochure est disponible sur le site de Solidaires solidaires.org/se-former/les-outils-pedagogiques/agir-syndicalement/face-a-lamiante

Il reste par ailleurs quelques brochures papier disponibles en commande.

GENRES ET SEXUALITÉS

Lesbiennes, gays, bi-es, trans, intersexes, ... : les mois de mai et juin sont ceux des fiertés ! L'enjeu est bien sûr de visibiliser les LGBTI+, mais surtout de porter haut et fier-es nos revendications, au boulot et dans l'ensemble de la société !

Face à la montée des discours réactionnaires et LGBTQIphobes

Face à la multiplication des violences tant en France qu'à l'étranger à l'encontre des minorités

Face aux politiques libérales qui accroissent la vulnérabilité de celles et ceux qui subissent déjà quotidiennement les oppressions

Face aux politiques migratoire racistes et répressives et la mise en danger des personnes migrantes LGBTI+

Mobilisons-nous pour l'émancipation et l'épanouissement de toutes et tous ! Date des Marches des Fiertés ici :

solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/nationales/pour-les-droits-lgbt-marchons-partout/

IMMIGRATION

Défendre les travailleurs et travailleuses immigré-es est une nécessité. Bouc-émissaires faciles, ceux et celles-ci sont souvent les plus maltraité-es dans les secteurs et les entreprises. Cela est encore plus vrai pour les sans-papiers. Face au rouleau-compresseur et aux maltraitances administratives, il est possible d'imaginer des formations « *Agir syndicalement avec les sans-papiers* », qui permettent la tenue de permanences spécifiques pour les sans-papiers.

Par ailleurs, l'administration est rarement au rendez-vous pour les accompagner, par exemple en matière d'impôts. C'est pourquoi Solidaires Finances Publiques et le GISTI ont réalisé une brochure « *Sans-papiers et impôts : pourquoi et comment déclarer ses revenus* » à utiliser dans les permanences. À commander auprès du CEFI (9 €) :

solidaires.org/se-former/les-nouveautes-du-cefi/sans-papiers-et-impots-pourquoi-et-comment-declarer-ses-revenus/

FEMMES

En amont du 8 mars la commission femmes de Solidaires a produit plusieurs vidéos qui sont toujours d'actualité. Celles-ci peuvent servir lors de formations. vidéo d'appel 8 mars 2023 vimeo.com/800068215 vidéo sur femmes et retraites vimeo.com/800136347 vidéo sur lutte contre les violences faites aux femmes vimeo.com/800141648 vidéo sur lutte des femmes à l'internationale vimeo.com/800146211 vidéo sur femmes et IVG vimeo.com/800144895



INTERNATIONALE

Cela fait plus d'un an que Poutine a déclaré à l'Ukraine une guerre totale. Solidaires s'est investie de façon importante dans la solidarité militaire et matérielle avec la population, les travailleurs et travailleuses d'Ukraine et leurs syndicats. Yuri, responsable du syndicat des mineurs a fait une tournée en Europe pour expliquer la situation des travailleurs et travailleuses en Ukraine en temps de guerre. Nous en avons profité pour réaliser une interview : solidaires.org/sinformer-et-agir/les-journaux-et-bulletins/solidaires-et-internationalistes/n118-special-ukraine et organiser un entretien croisé avec la commission internationale de Solidaires : vimeo.com/820499087



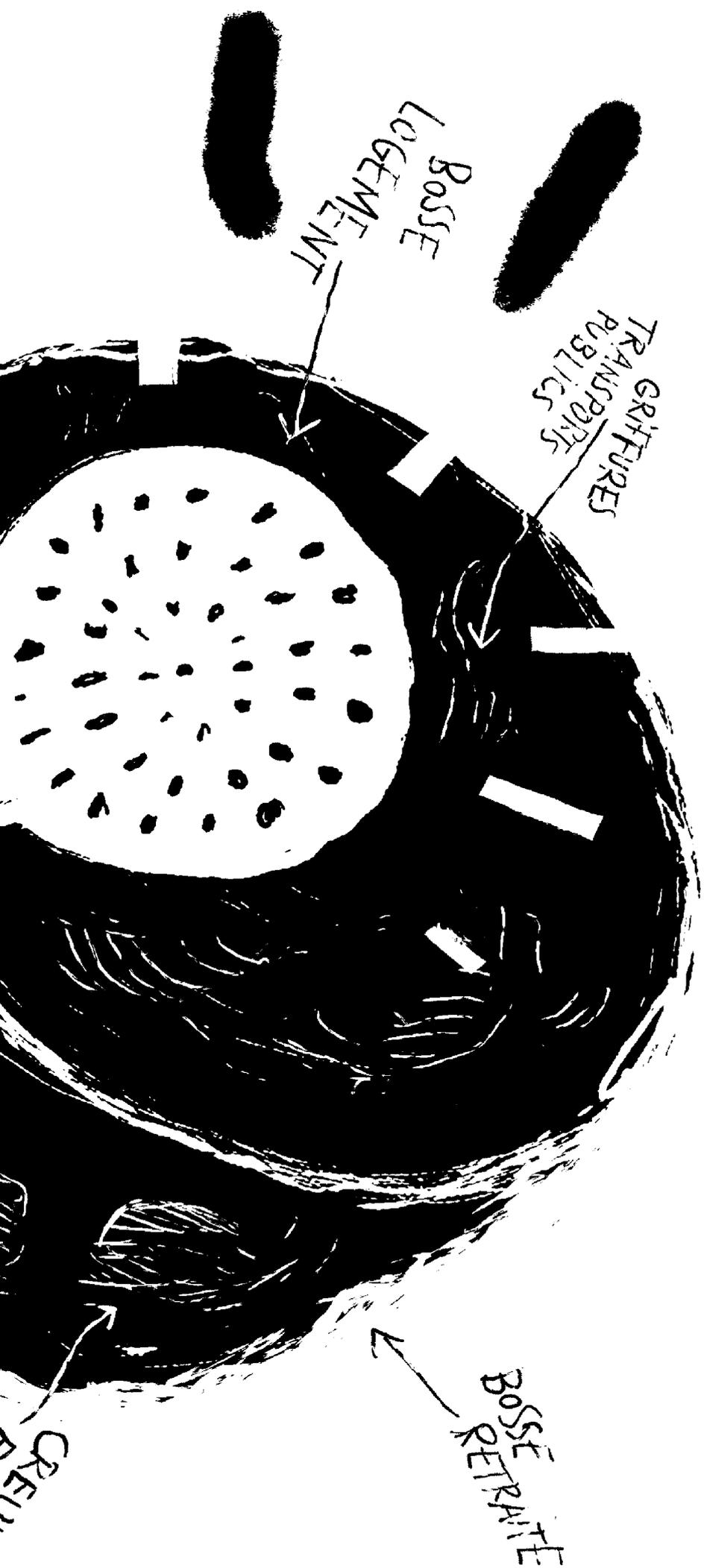
PROTECTION SOCIALE

Lure 2023 « *Un nouvel élan pour les services publics* » La petite ville de Lure en Haute-Saône a connu bien du remue-ménage les 12-14 mai. Et du remue-ménage aussi !

Emblématique des zones rurales en désertification, Lure a vu disparaître de nombreux services publics. Avec Convergence Services publics, nous avons débattu en ateliers de l'avenir des services publics (besoins nouveaux, alimentation, logement), de la démocratie dans les services publics, de la protection sociale, et croisé nos propositions. Solidaires était bien présente et représentée par SUD PTT et SUD Santé Sociaux qui ont animé des ateliers et avec aussi le SNUPFEN, SUD Education, Solidaires Finances publiques... Le tout couronné par une manifestation animée en musique et danse par la présence des Rosies et l'orchestre de la camionnette Solidaires de Franche-Comté sans compter un orchestre militant local !

Solidaires continuera le combat pour la reconquête et le développement des services publics, en utilisant tous les cadres de bataille avec d'autres organisations syndicales (CGT, FSU...), des associations ou collectifs (tels Notre Santé en Danger ou la coordination nationale des hôpitaux et Maternités de Proximité, ATTAC...) qui étaient également présents à Lure !

COSSÉLE RO





**NE RESTE
PAS SEULE**

**FACE AU PATRON,
AUX HIÉRARCHIES**

SYNDICAT



Union
syndicale

Solidaires

SOCIÉTÉ

LES BELLES
CASSEROLLES
DE LA
MACRONIE

FÈLURE
CULTURE

BOSSÉ
ÉDUCATION
NATIONALE

BOSSÉ
HÔPITAL PUBLIC

OF
EMPLOY



Le 15 avril dernier, se tenait à Paris à la bourse du travail dans une salle pleine à craquer les assises citoyennes pour les libertés publiques et la défense de nos droits individuels et collectifs. À l'origine, une tribune signée en janvier principalement par des sociologues, chercheur-ses, artistes qui dénonçaient les répressions à l'encontre des mobilisations écologiques, sociales. La diversité des organisations qui ont pu s'exprimer a été une des clefs du succès de cette journée : contre les violences policières dans les quartiers populaires, les mouvements écologistes, les syndicalistes, magistrats, avocats et la LDH (Ligue des droits de l'homme) dernièrement mise en cause par le ministre de l'Intérieur et la première ministre. Solidaires (comme la CGT et la FSU) a pu témoigner de cette dégradation des libertés fondamentales qui s'accélère, des répressions syndicales et violences policières qui se banalisent dangereusement. Le mouvement social contre la retraite à 64 ans a particulièrement mis en lumière la dégradation accélérée de la démocratie sociale et parlementaire et les dérives qui mettent à mal le droit de manifester, de contester : un pouvoir qui nie un mouvement de grève et de manifestations avec plusieurs millions de personnes dans la rue,



une répression accrue après l'utilisation du 49-3 et des manifs avec des violences policières qui ont notamment mutilé, blessé deux camarades de Solidaires, des gardes à vue abusives, des arrêtés d'interdiction de manifester qui se multiplient. On se doit de ne pas omettre tout l'historique de la dégradation des libertés, notamment depuis le nouveau schéma du maintien de l'ordre sous les lois travail, en n'omettant pas l'origine des violences policières dans les quartiers populaires, et son déchaînement envers les gilets jaunes, et récemment à Sainte-Soline, en faisant aussi le constat d'un empilement de lois qui visent à surveiller et punir le mouvement social, loi sécurité globale de mai 2021, suivie de la loi sur le contrat d'engagement républicain qui vise à priver de finances ou interdire certaines associations. Les organisations, associations, sont conscientes des dérives majeures et sont dans une réflexion active pour mieux s'organiser, se renforcer, se coordonner contre ces dérives. Parce qu'avec l'extrême droite qui attend son heure, toutes ces pratiques, dérives, arsenaux législatifs signeraient véritablement la fin de toutes nos libertés. Solidaires à tous les niveaux prend sa part dans cette lutte vitale et unitaire. **NO PASSARAN !**

Image Thierry Sarfis

**Face aux attaques et menaces
sur les droits et libertés fondamentales,
s'organiser, se renforcer !**

Retour sur...



Le 25 mars, ce sont plus de 30 000 personnes qui se sont réunies près de Sainte-Soline à l'appel de la Confédération Paysanne, de Bassines Non Merci et des Soulèvements de la Terre, mais aussi de plus de 100 organisations associatives et syndicales, dont l'Union syndicale Solidaires, pour mettre un terme aux projets mortifères des mégabassines. **Face aux totems de la faune menacée par les projets de bassines**, la outarde, la loutre et l'anguille, portés par les manifestant-es à travers champs dans une ambiance déterminée, le gouvernement a décidé, une fois encore, de déployer des milliers de gendarmes. Ces derniers ont obéi aux ordres et n'ont pas hésité à faire usage d'une violence, disproportionnée. **Le bilan a été sans appel: 200 blessé-es**, dont certain-es toujours dans un état grave. **Malgré le déchaînement des violences policières à Sainte-Soline, notre détermination à porter un projet plus juste socialement et climatiquement ne nous arrêtera pas.** Nos luttes sociales et écologiques sont étroitement liées et doivent s'imbriquer. C'est le sens du syndicalisme de transformation sociale porté par Solidaires. L'eau est un bien commun qui ne peut-être privatisée! vimeo.com/816001513 No Bassaran!





**Centre de Formation
Interprofessionnel
de Solidaires**

Formations CSA / CSE / CST

Avec la mise en place des nouvelles instances de représentation dans la fonction publique, le CEFi s'est mis en ordre de marche pour répondre à la question cruciale de la formation de nos représentantes et représentants. La formation de formateurs et formatrices, pour l'ensemble du territoire, issu-es des trois fonctions publiques (Etat, Hospitalière et Territoriale) a été une priorité pour cette année. À ce jour trois sessions ont déjà permis de préparer plus d'une soixantaine de formateurs et formatrices et une nouvelle session se déroulera au mois de juin. L'apport d'intervenantes extérieures sur les conditions de travail, la dimension juridique et le rôle de l'inspection santé, sécurité et santé au travail a été apprécié.

Quelques aspects seront à compléter, comme savoir utiliser efficacement la base de données sociales (BDS) afin d'éviter de se noyer dans les chiffres. Dès que les BDS seront constituées et accessibles aux équipes syndicales nous y travaillerons. De même nous réfléchissons à un complément de formation sur la prise en charge par les comités sociaux des questions touchant à l'égalité professionnelle.

L'objectif de ces formations, comme celles qui seront déclinées en local, est de faire des comités sociaux et de leur formation spécialisée en santé, sécurité et conditions de travail, un outil syndical et collectif pour défendre les intérêts des agent-es des trois fonctions publiques.

Place désormais aux formations des élu-es eux-mêmes (et militant-es désirant s'investir sur ces questions-là) à programmer dans les Solidaires locaux. Elles pourront être complétées par les modules interpro déjà existants s'agissant de la santé au travail ou de l'égalité professionnelle.

Nous communiquerons prochainement aux Solidaires locaux la listes des stagiaires formé-es par département.

solidaires.org/se-former

Quoi de neuf au Cefi ?

**Les prochaines
formations nationales**

**Agir syndicalement
contre le racisme**

Marseille

Du 19 au 21 juin 2023

vu.fr/PpBTT

**Formation
syndicalisation**

Paris - Grange aux Belles

Les 28 et 29 juin 2023

vu.fr/WlwK

**Les rencontres
de l'été 2023**

Karelis - Savoie

du 3 au 7 juillet 2023

vu.fr/vXRH

**Journée prise
en charge et lutte
contre la précarité
2023**

Paris - Grange aux Belles

Le 26 septembre 2023

vu.fr/gAvH

FdF Elu-es CSE

Paris - Grange aux Belles

Du 6 au 10 novembre

2023

vu.fr/QKEB

Les Utopiques est une publication Solidaires mais ouverte aux mouvements sociaux, à des camarades d'autres organisations syndicales, à des militants et militantes d'autres pays. Ce sont des Cahiers de réflexions qui couvrent l'ensemble du champ syndical. C'est un espace autonome de réflexions, avec des textes très majoritairement rédigés par des syndicalistes. Un outil de réflexion individuelle et collective, des articles qui permettent de prendre du recul vis-à-vis de l'actualité militante mais qui nourrissent celle-ci.

- ● ● Alain Chevarin est professeur de lettres retraité, membre de SUD Education en Auvergne. Il est aussi l'auteur de Fascinant, fascinant : une esthétique d'extrême droite, Editions L'Harmattan, 2013; Lyon et ses extrêmes droites, Editions de la Lanterne, 2020.



NOS MOTS ET LES LEURS

Parler de « charges sociales » pour désigner les « cotisations sociales » induit l'idée que la protection sociale et la solidarité qui la fonde sont un poids, une gêne; parler d'un « collaborateur » pour désigner un « salarié », c'est faire disparaître le rapport de domination/subordination et réduire la légitimité des revendications; c'est dans la même optique que, par exemple, « plan social » a été substitué à « licenciements ». (...) Mutatis mutandis, c'est le même phénomène qui se produit actuellement avec le vocabulaire de l'extrême droite. Depuis plusieurs décennies, et notamment dans les périodes de crise sociale, comme celle de la Covid, une des stratégies privilégiées des extrêmes droites, les groupuscules en particulier, est celle de la « guerre culturelle ». Celle-ci, théorisée dans les années 1960 par Dominique Venner, consiste

à infuser dans la société leur vision du monde, en n'hésitant pas à utiliser les techniques de manipulation par l'émotion, la récupération de concepts, le détournement de sens, voire les fausses nouvelles. Dans ce cadre, faire reprendre dans la société leur vocabulaire, leurs mots, est une arme importante: si une majorité de la population, qui n'est pas d'extrême droite, en vient à « parler extrême droite », celle-ci se trouve banalisée et sa vision du monde pour partie légitimée. C'est que, comme l'expliquaient il y a quatorze ans déjà les auteurs du Dictionnaire de l'extrême droite, il y a chez celle-ci « un langage spécifique, un vocabulaire et des expressions propres à cette famille politique, pour qui les mots sont des « armes », manipulés, utilisés comme des vecteurs de mémoire, servant à qualifier les « siens », mais aussi à disqualifier les « ennemis », qui forment le point de ralliement de la mouvance ».

LES MOTS-ARMES

Cependant, dans la perspective de la « guerre culturelle » et des manipulations qui l'accompagnent, la priorité n'est évidemment pas donnée à des mots qui sont clairement connotés d'extrême droite ou même de droite extrême, comme, par exemple, la « ripublique » chère à Jean-Marie Le Pen, ou plus récemment « islamo-gauchiste », ou « droit de l'hommiste » avec son suffixe péjoratif; il en va de même pour des mots détournés de leur sens premier, comme le terme de sciences sociales « ensauvagement », utilisé dès 2010 par Éric Zemmour pour stigmatiser les immigrés ou dès 2013 par Marine Le Pen dans son discours sécuritaire. (...) Ce que les extrêmes droites veulent faire partager par la population, c'est la partie de leur vocabulaire qui est, du moins en apparence, suffisamment apolitique pour être reprise largement par des gens qui n'en voient pas ou ne veulent pas en voir l'origine ou l'utilisation. Certains de ces mots ont, dans leur utilisation par les extrêmes droites, pour fonction de dénigrer ou dévaloriser. C'est ainsi par exemple que le terme « bien-pensance » ou l'américanisme « politiquement correct », revendiqué à l'origine sur les campus américains pour corriger les effets stigmatisants ou discriminants de la façon de parler, sont devenus un marqueur des droites et des extrêmes droites, qui, de Nicolas Sarkozy à Alain Finkielkraut ou Éric Zemmour, les utilisent, comme autrefois « bisounours », pour stigmatiser, en se dispensant d'argumenter, la gauche intellectuelle, puis l'antiracisme, la défense des immigré-es, le multiculturalisme, voire les droits de l'homme, en se donnant l'air de « rebelles »

face à une « pensée unique » qui musèlerait la « liberté d'expression » et bâillonnerait la « vérité ».

Plus récemment, l'américanisme « woke » a été récupéré avec la même intention de dénigrement ou de rejet, mais fait trop « intellectuel » pour passer dans le grand public. D'autres termes, à l'inverse, servent aux extrêmes droites à se présenter comme les chevaliers blancs face aux supposés mensonges de leurs adversaires. Réinformation prétend ainsi donner non une information d'extrême droite mais simplement une information véritable face à la « désinformation » des médias traditionnels, et connaît un certain succès dans une période troublée où ceux-ci ont perdu la confiance d'une partie du public. Le mot a pourtant été lancé en 1997 par Bruno Mégret, alors numéro deux du Front national, et théorisé par Henry de Lesquen, futur président de Radio Courtoisie, puis Jean-Yves Le Gallou, au sein de sa fondation identitaire Polémia. En 2010, Polémia publie son Dictionnaire de la réinformation – Cinq cents mots pour la dissidence, où l'on trouve redéfinis aussi bien les mots-clés traditionnels des extrêmes droites comme « famille » ou « patrie » que des mots liés à l'actualité comme, par exemple, « dénatalité », ou « écologisme » défini comme « Idéologie [...] au service du Système dominant » et opposé à « L'écologie enracinée, identitaire et localiste est proche des peuples et des patries charnelles ». Le Dictionnaire de la réinformation porte en exergue de son avant-propos : « Les mots sont des armes », témoignage de l'importance du vocabulaire pour les extrêmes droites [8]. Cette volonté de propager sa vision du monde à travers son vocabulaire mais sans se situer politiquement comme un mouvement extrémiste, donc sans désigner clairement son ennemi (la gauche au sens très large), a trouvé un moment favorable dans les périodes de crise politico-sociale, où les clivages gauche / droite sont moins nets et où une forme de complotisme peut se répandre plus facilement. Un mot mieux que tout autre va servir cette entreprise : le mot « système ».

DU « SYSTÈME »...

En français, dans le langage courant, « système » désigne un ensemble d'éléments interagissant entre eux selon certaines règles, comme le système métrique ou le système nerveux. Dans le domaine social, on parle ainsi de système éducatif, de système financier, de système économique, de système communiste, de système libéral, etc., mais le mot est toujours suivi d'un qualificatif. L'extrême droite emploie au contraire « système » sans qualificatif et dénonce « le système », parfois avec une majuscule : le Système. Il y a là un procédé bien connu, qui évite de se référer à un domaine précis et donc de se situer politiquement [9]. Se prononcer contre, par exemple, le système socialiste ou contre le système libéral implique une argumentation, et partant la possibilité d'un débat. Le mot « système » utilisé seul par les extrêmes droites renvoie non à un système particulier duquel on puisse débattre rationnellement, mais au monde abhorré et mythifié de tous les fonctionne-

ments qu'elles rejettent et méprisent viscéralement, ce qui permet de « ratisser large » auprès de tous ceux et celles qui sont en proie à quelque ressentiment. L'analyse, l'argumentation, la raison sont hors-jeu, remplacées par l'affect : la simple profération du mot suffit à susciter le rejet. (...) Les nazis sont les premiers, à l'époque contemporaine, à avoir utilisé le mot « système » sans qualificatif pour désigner et condamner, globalement et sans désignation plus précise, au début, la période de la République de Weimar, baptisée Systemzeit (« le temps du système »), et plus largement ensuite tout ce qu'ils voulaient faire haïr. Se dire contre la République de Weimar, qui est une instance bien définie, aurait été une position politique, qui permet la réflexion et l'argumentation. Se dire contre le Système c'était désigner un ennemi moins défini, plus trouble, donc plus inquiétant, et susciter une réaction émotionnelle, un affect. On se rappelle la consigne d'Hitler dans Mein Kampf : « l'art de la propagande doit consister à attirer l'attention de la multitude [...] son action doit toujours faire appel au sentiment et très peu à la raison ».

Cinquante ans après la défaite des nazis, les mouvements et partis d'extrême droite reprennent à leur compte le même usage du mot « système » : tous ont ainsi, à partir de la fin du vingtième siècle, baptisé « système », sans autre précision, ce qu'ils rejettent. (...) Et en 2012, lors de la campagne des élections présidentielles, Marine Le Pen se définit, notamment lors de son meeting de Lyon le 7 avril, comme « la seule candidate anti-système ». (...) Dans le même temps, la généralisation de l'emploi du terme « antisystème », sa reprise malencontreuse par quelques politiques de gauche, tendaient à laisser penser que ce positionnement était partagé dans tout l'éventail politique, et à dédouaner les extrêmes droites. Le comble de la confusion était atteint lorsque, en juillet 2016, Emmanuel Macron, au cours de sa tournée électorale, proclamait à son tour « Je suis l'antisystème ». Cette prééminence accordée à l'opposition système / antisystème a deux conséquences. D'une part, c'est l'affaiblissement, voire la disparition dans la sphère publique de l'opposition droite / gauche, donnant un appui au vœu des extrêmes droites et à la stratégie de guerre culturelle qu'elles développent depuis un demi-siècle. Se revendiquer « anti-système », sans précision du système dont il s'agit, c'est en effet, consciemment ou non, reprendre un positionnement d'extrême droite, c'est clairement se situer dans la vision du monde des extrêmes droites.

[8] Le Dictionnaire de la réinformation distingue dans ses 500 mots « des mots libérateurs, pour dévoiler ce que le politiquement correct et la censure médiatique veulent cacher ; des mots accusateurs, pour comprendre les ressorts du système mondialiste dominant qui conduit les européens sur la route de la servitude et de la décadence, afin de mieux le combattre ; des mots oubliés, qu'il faut invoquer pour retrouver notre identité et la voie du renouveau de notre civilisation ; des mots clés, pour interpréter les réalités et les forces de domination en œuvre. »



à construire pour dépasser nos angles morts respectifs. D'où une seconde exigence : poser la nécessité d'une organisation forte et transversale, construire un plan de composition avec d'autres sujets collectifs, sortir de l'isolement et de l'enfermement sociologique des milieux militants, élaborer des alliances offensives larges.

Et c'était ça l'essence de ce premier appel.

Et maintenant ?

Le gouvernement en cherchant à nous dissoudre suite à Sainte-Soline, nous a essemé. Depuis les menaces de dissolution plus de 140 comités se sont créés. Nous commençons à établir les premiers contacts internationaux ; à solidifier les synergies avec la Confédération Paysanne et l'Atelier Paysan, à s'interroger sur les manières de se rapporter à des mouvements sociaux comme celui de la lutte contre la réforme des retraites.

La saison 5 qui a débuté en mars et ira jusqu'en septembre 2023 prolonge cet élan. Notre angle d'attaque thématique reste le même : la défense de la terre et de l'eau comme bien commun.

Les prochaines dates à venir : les 10 et 11 juin à Saint-Colomban pour le convoi du sable, et le 17 juin dans la vallée de la Maurienne pour une manifestation montagnarde pour l'arrêt du chantier Lyon-Turin. Le calendrier de la saison 5 est à retrouver ici :

lessoulevementsdelaterre.org/blog/programme-de-la-saison-5

Les Soulèvements de la Terre

Le mouvement des Soulèvements de la Terre ne peut pas être dissout car il est multiple et vivant. On ne dissout pas un mouvement, on ne dissout pas une révolte. On ne dissout ni l'espoir, ni le courage.

Qui sont les Soulèvements de la Terre ?

C'était en janvier 2021. Le moment a son importance. Nous étions encore plongés dans la tourmente d'une catastrophe pandémique mondiale et d'un grand confinement planétaire qui avaient eu raison des forces sociales qui avaient teinté d'espoir le cycle de luttes en cours : la puissante et spontanée insurrection des Gilets jaunes, l'émergence d'un mouvement de lutte contre l'extinction climatique et sa myriade de groupes d'action et de désobéissance civile, la grève de l'hiver 2019-2020 contre la réforme des retraites...

Nous nous demandions tous-tes comment renouer le fil de la révolte, comment ne pas ré-embrayer sur la vie d'avant, sur la fuite en avant d'un mode de production capitaliste mortifère qui nous avait amené là, au pied du mur du bouleversement climatique, de l'effondrement du vivant, du temps des pandémies, des systèmes sociaux et sanitaires dépecés par des politiques économiques prédatrices. Ce qui frappait alors c'était cette apathie collective. Notre première exigence politique

a été d'identifier les modes de lutte directes, les leviers et les appuis pour lutter contre l'extinction. Ne plus se contenter de simples revendications, agir sans plus attendre, pour pouvoir apprendre à reparler de révolution.

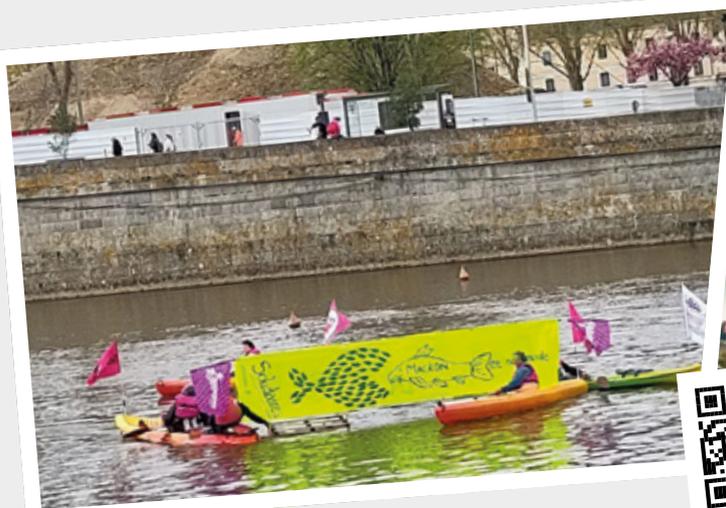
Ce qui frappait, aussi, c'était l'isolement relatif de différentes initiatives de résistance et leur morcellement : les luttes syndicales paysannes d'un côté, les marches pour le climat de l'autre, les luttes sociales encore d'un autre, et toutes les luttes de collectifs d'habitantes de territoires contre des projets industriels écocidaire. Au-delà des points de blocage, de véritables potentiels collectifs et des ponts étaient



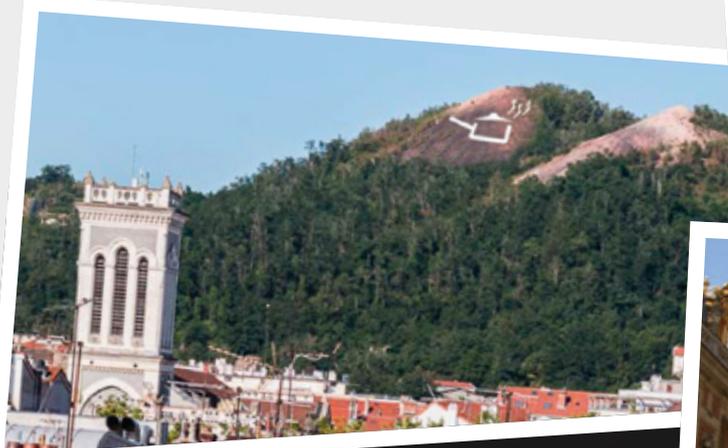


100 jours de zbeul

Quels sont les départements qui zbeulent le plus ?



Les 100 jours c'est loin d'être fini.
Envoyez aux camarades vos photos les plus folles
pour faire remonter votre département
dans le classement !



Attention, les actions doivent avoir eu lieu
en présence d'un membre du gouvernement !
Comment participer ? Mettez les photos
sur twitter ou mastodon, en taggant @solinfonat



Notre fédération est l'union des syndicats SUD-Rail. SUD-Rail organise les cheminot-es à Statut et les contractuel-les de la SNCF, mais aussi tous les salarié-es du secteur privé (filiales SNCF, entreprises sous-traitantes...). Notre champ de syndicalisation intègre le transport, le nettoyage ferroviaire, la restauration ferroviaire, la prévention et sécurité dans les enceintes ferroviaires, les services en gare, la maintenance des infrastructures...

Le 9^e congrès déjà! Début juin, ce sont de plus 350 congressistes qui se réunissent à Ronces-les-Bains (Charente-Maritime) pour le 9^e congrès de la fédération SUD-Rail. Sur la base de trois résolutions, de nombreux sujets y seront évoqués, pour renforcer notre action syndicale au quotidien mais aussi définir nos axes revendicatifs pour ces prochains mois. Pratiques syndicales dans les CSE, féminisme, fonctionnement fédéral, offensive syndicale face à la privatisation des TER, renforcement dans le secteur privé... aussi bien sous forme de plénières que d'ateliers, les adhérent-es SUD-Rail vont écrire la feuille de route pour ces trois prochaines années. Nous allons également en profiter pour tirer des premiers enseignements de la lutte sociale contre la loi sur les retraites. Pour ce congrès, nous avons fait le choix d'inviter plusieurs structures professionnelles de notre union syndicale qui partageront, en toute transparence avec nous, nos analyses et nos ambitions de renforcer notre syndicalisme Solidaires. **Notre ambition: une force syndicale qui se remet en question, qui ose des ruptures avec l'existant et qui n'oublie pas que le syndicalisme se fait avec les salarié-es.**

Riposte syndicale contre la liquidation de Fret SNCF! Le 18 janvier 2023, la Commission Européenne a ouvert une enquête ciblant Fret SNCF et considérant que cette entité a reçu, entre 2007 et 2019, des aides de l'État français incompatibles avec les dogmes libéraux de Bruxelles.

Le gouvernement français ne compte pas s'opposer à ce scandale imposé par l'Union Européenne et la direction SNCF va en profiter pour supprimer encore des centaines d'emplois et filialiser totalement l'activité Fret SNCF.

La fédération SUD-Rail a réagi immédiatement; nous avons lancé différentes initiatives pour faire converger toutes les forces syndicales, politiques et associatives. Nous ne devons rien négocier face aux injonctions de ces technocrates qui passent avant l'intérêt commun. Pour calmer la commissaire européenne à la concurrence, le Gouvernement et la direction SNCF sont prêts à faire disparaître fret SNCF avec pour conséquence directe le transfert de plusieurs milliers de camions supplémentaires par an sur nos routes. Alors que l'État a reçu un nouvel ultimatum pour renforcer sa politique de transition écologique, il va liquider Fret SNCF, opérateur de transport territorial, seule entreprise à avoir des capacités fédératrices et mutualisatrices au niveau des territoires, qui sont nécessaires pour massifier les trafics, pérenniser et renouveler l'offre ferroviaire.

L'ensemble des syndicats SUD-Rail appelle l'ensemble des solidaires locaux à participer activement à notre riposte syndicale pour : **Déterminer les orientations nécessaires** pour assurer un vivre-ensemble aux êtres humains, compatibles avec les exigences de justice sociale, de protection de l'environnement et de développement des territoires
— Sortir le transport de marchandises des logiques de marchés et créer un pôle public de transport.
— Prendre les initiatives législatives visant à développer le fret ferroviaire en imposant le Fer pour le transit routier et en interdisant toutes nouvelles constructions de zones logistiques si celles-ci ne sont pas embranchées au réseau ferré.



11 000 syndiqué-es
25 structures
régionales
créée en 1995

sudrail.fr
m: federation@sudrail.fr
f: sudrailofficiel
t: @Fede_SUD_Rail

L'avenir au présent !



Les Résistantes 2023

Du 3 au 6 août 2023, sur le plateau du Larzac aura lieu la première édition des Résistantes – Rencontres des luttes locales et globales ! Cinquante ans après le rassemblement du Rajal del Gorp contre le projet d'extension du camp militaire et vingt ans après celui contre le sommet de l'OMC, ça va palpiter sur le plateau du Larzac. La première édition des rencontres « Les résistantes 2023 » consacrées aux luttes locales et globales se déroulera du jeudi 3 au dimanche 6 août à La Salvetat (commune de La Couvertorade) dans ce lieu emblématique de l'altermondialisme. Pendant 4 jours, toutes les composantes des luttes contre des projets destructeurs et pour le Vivant, organisations paysannes, syndicales, associatives, des mouvements sociaux, etc., se retrouveront sur le plateau du Larzac !



10 ans, Clément toujours présent !

En juin 2023, cela fera 10 ans que notre camarade Clément Méric a été tué par des néo-nazis, en plein Paris. Afin de lui rendre hommage et de poursuivre son combat antifasciste notamment, plusieurs jours d'initiatives en divers points de la région parisienne sont organisés du 1^{er} au 5 juin 2023. La manifestation annuelle se tiendra le dimanche 4 juin,

départ à 11 h de Barbès. À cette occasion, paraîtra un ouvrage retraçant ses combats composés d'articles de ses proches : Clément Méric, une vie, des luttes.

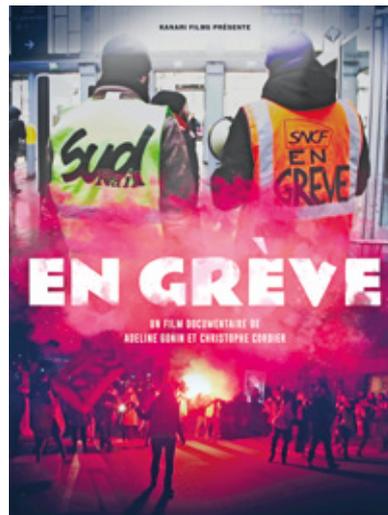


Hier, comme aujourd'hui : Lip, Lip, Lip, hurra !

« On fabrique, on vend, on se paye ». C'est ce qu'ont fait les grévistes de Lip en 1973. Ouvrières et ouvriers de l'horlogerie à Besançon, elles et ils ont défié l'ordre et la légalité capitaliste des mois durant.

La grève des Lip porte en elle les aspirations d'égalité et d'émancipation qui nous animent, elle nous parle, elle nous inspire, elle est notre patrimoine commun.

Les 17 et 18 juin 2023 : RDV dans les locaux de Solidaires à Paris au 31 rue de la Grange aux Belles. Les 30 septembre et 1^{er} octobre 2023 : RDV à Besançon.



En Grève !

Le 5 décembre 2019 a marqué le début de la grève, largement animée par les cheminots, contre le projet de réforme des retraites mené alors par le gouvernement d'Emmanuel Macron. Pendant 57 jours, caméra au poing, Adeline et Christophe

ont suivi entre autres Manue, Basile et Mathieu, membres du syndicat SUD-Rail de la Gare de l'Est à Paris, dans ce qui deviendra la plus longue grève reconductible de l'histoire de la SNCF. Solidaires est partenaire du film et a donc un droit d'accès pour que les Solidaires locaux, ou organisations de Solidaires puissent projeter le film et Adeline et Christophe, les réalisateur-ices, sont disponibles pour assister aux projections et échanger avec le public. Envoyez un mail à : contact@solidaires.org



Rencontres syndicales antifascistes :

Le 17 juin 2023, VISA organise des Rencontres Syndicales Antifascistes, à la Bourse du Travail à Paris. Au programme : Combattre l'extrême-droite au travail, s'organiser face à la violence de l'extrême-droite, épidémie et complotisme. La 3^e édition de l'Université d'Été des Mouvements Sociaux et des Solidarités (UEMSS) aura lieu du 23 au 27 août 2023 à Bobigny (93) dans les locaux de l'ancienne imprimerie du journal l'Illustration, reconvertie en campus universitaire. Au programme, des espaces de débats et de constructions d'un autre monde, mais aussi des temps artistiques et culturels. Construite par un ensemble d'organisations, ces rencontres permettent de découvrir la richesse des mouvements sociaux, en France et à l'international. Si vous le pouvez, ne rater pas ce moment ! uemss.org/

Livraison de matériel !

Nouvelles planches d'autocollants, tatouages, brochures « Écologie, agir syndicalement », et autres surprises, arriveront dans tous les Solidaires locaux début juin !

Déclaration

EN AVANT TOUTE!

Les mois qui viennent de passer ont été d'une rare intensité. Notre lutte pour défendre nos retraites a largement fait bouger les lignes: la question du partage des richesses est redevenue centrale, en élargissant la question des revenus à la place du travail dans nos vies. Nous avons mis le gouvernement sur la défensive. Si ce n'a pas été suffisant pour gagner, nous avons senti la force de l'action collective et de notre pouvoir. Nous produisons les richesses, nous faisons tourner l'économie. Si nous arrêtons massivement de travailler, rien ne fonctionne.

Maintenant que nous avons repris confiance, nous pouvons et devons gagner. Cela passera par notre capacité à nous renforcer et à convaincre un maximum de travailleuses et travailleurs de nous rejoindre, de se syndiquer. Des syndicats plus forts, c'est un meilleur rapport de force. C'est aussi une réponse à l'individualisation grandissante qui vise à nous isoler face aux patrons et hiérarchies.

Macron et son gouvernement portent la violence et l'arrogance de ceux qui ont tout, persuadé de connaître le travail alors qu'ils ne vivent de leurs rentes. Leur modèle capitaliste d'exploitation de l'humanité et de la planète est obligé de donner des gages et de se camoufler à coup de «greenwashing» et de «travailleurs de première ligne». Mais ce ne sont que des discours creux qui ne doivent pas cacher la course sans fin au profit et à la rentabilité. Les attaques contre les travailleuses et travailleurs sans papiers vont reprendre, tout comme déjà se profile l'obligation de travail pour les bénéficiaires du RSA sur fond d'inflation qui nous appauvrit.

Il n'y a pas à attendre sagement. Nous avons avec Solidaires un outil à continuer de construire. Ce sont nos luttes, leur convergence et nos solidarités qui feront la différence. Alors en avant toute!

Union
syndicale
Solidaires

